

# LA GUERRE EN UKRAINE N'EXPLIQUE PAS TOUT

**Xavier ALBERTINI**

- ▶ Député Horizons et App. de la Marne
- ▶ Membre de la commission des Affaires économiques
- ▶ Conseiller municipal de Reims



**5,2** % C'est le pourcentage moyen de l'inflation en France en 2022. Et objectivement notre pays est, parmi ceux en Europe, qui a le mieux résisté à cette hausse systémique. Mais une moyenne, par définition, est un indicateur global et lorsque l'on se penche dans le détail, le tableau s'assombrit pour le pouvoir d'achat de nos concitoyens. On ne peut s'en satisfaire. 6,8 % de hausse de l'alimentation, 23,1 % pour l'énergie, voilà des décennies que les Français n'avaient pas été confrontés à une telle hausse des prix. Le Gouvernement a décidé, à juste titre, de mettre en œuvre une série de dispositifs d'amortissement, de soutien à l'attention des particuliers, des entreprises et des collectivités. L'objectif recherché est la préservation de l'activité des entreprises, la sauvegarde des emplois et la défense du pouvoir d'achat en cette année 2022.

Pourquoi cette inflation mondiale ? Par facilité, beaucoup disent « c'est à cause de l'Ukraine ». Mais la facilité fait rarement bon ménage avec l'économie. En 2022, nous avons avant tout pâti de la relance intense de la production mondiale et de la tension sur les matières premières après le ralentissement historique dû à la crise Covid. Des intempéries d'ampleur et la grippe aviaire ont complété le panorama. La crise ukrainienne a servi de prétexte à certains pour justifier une anticipation de la hausse des prix. Mais cette inflation artificielle a été très mineure sur le marché français, la législation Egalim 1 et 2 fonctionnant. En effet, les négociations tripartites entre les producteurs, les industriels et les distributeurs

permettent une grande transparence sur les coûts assumés par chacun.

Le véritable impact de la guerre en Ukraine est en 2023, parce qu'elle a réduit à néant les productions agricoles de cette zone européenne, parce que le conflit avec les Russes a une conséquence grave sur la livraison de gaz et par effet domino sur le prix de l'électricité en Europe. Le gouvernement assume de maintenir des dispositifs pour amortir l'inflation mais en ciblant finement les aides : les ménages les plus fragiles avec le chèque Énergie, les artisans avec les aides aux boulangers notamment ou la création d'un panier anti-inflation. Mais le gouvernement assume aussi de pratiquer le découplage salaire/prix, qui par le passé a montré ses limites en nourrissant l'inflation dans un cercle infernal.

2023 devrait offrir aussi de bonnes nouvelles : les taux directeurs des banques centrales pourraient baisser dans le second semestre

**« 2024, voilà l'année qui devrait nous mobiliser pour anticiper de nouvelles tensions mondiales. »**

de l'année, et emprunter coûter ainsi moins cher aux États. La croissance devrait quant à elle être meilleure qu'initialement prévue. Et la dette publique serait ainsi maîtrisée.

2024, voilà l'année qui devrait nous mobiliser pour anticiper de nouvelles tensions mondiales. 2024, les projections se confirmant, sera l'année du grand retour de la Chine comme locomotive incontestable de l'économie mondiale, 2023 marquant sa réouverture sur le monde, après trois années de repli sur soi. La demande de biens, de services, d'échanges, commerciaux, culturels va exploser. La production chinoise va repartir très fort et créer une tension sur le marché des matières premières et de l'énergie. Il faut créer les conditions pour que ce boom chinois soit une opportunité pour la croissance française et contre-carrer les projections de ralentissement, ainsi que la théorisation par des économistes d'une décennie perdue, dominée par la stagflation. À nous Français, d'être meneurs, encore, dans les instances européennes pour définir cette stratégie. ●

